

2 Politique

Présidentielle 2016/Crise postélectorale

Confédération des partis politiques : la nouvelle trouvaille de Louis-Gaston Mayila

M.A.M

Libreville/Gabon

LE président de l'Union pour la nouvelle République (UPNR), Louis-Gaston Mayila, s'est récemment exprimé sur la crise postélectorale issue de l'élection présidentielle du 27 août 2016. Pour cet ancien président du Conseil économique et social qui aujourd'hui se réclame de l'opposition, il serait judicieux de mettre en place une confédération des partis politiques pour, a-t-il dit, "l'unité nationale". Une proposition qu'il per-

çoit comme une des pistes de sortie de crise.

Dans des moments difficiles, a indiqué l'ancien vice-Premier ministre sous Omar Bongo Ondimba, "seule l'unité nationale peut résoudre tous les problèmes". Par conséquent, soutient Louis-Gaston Mayila, "la création d'une confédération des partis politiques montrera aux communautés nationale et internationale que le Gabon est un pays de dialogue, que les Gabonais renoncent à la violence".

En outre, l'orateur a mis un accent particulier sur la nécessité, pour toute la classe politique nationale, d'œu-

Photo : COE



vrer en faveur de l'unité et la cohésion nationales. Non sans réitérer son idée de la tenue d'un "troisième" Dialogue politique, le président de l'UPNR estime que ladite confédération qu'il appelle de tous ses vœux sera d'un "grand apport". Ce d'autant plus que, selon lui, le pays a actuellement besoin de regagner la confiance des investisseurs.

Louis-Gaston Mayila a appelé les acteurs politiques

à une rencontre. Une de plus. Cela afin d'élaborer les statuts de la confédération qu'il propose. Il faut souligner que depuis cette sortie, aucun acteur politique, ni état-major politique (tous bords confondus) n'a réagi, de manière officielle, à cette initiative. Du coup, d'aucuns commencent à penser que celle-ci pourrait connaître le même sort que l'idée d'un "troisième" Dialogue politique que défend depuis plusieurs mois l'ancien vice-président du Parti démocratique gabonais (PDG). C'est-à-dire sans lendemain. Du moins à ce jour.

Quel sort pour la nouvelle initiative de Louis-Gaston Mayila ?

Vie des partis/UPG

La saignée des cadres continue

J.K.M

Libreville/Gabon

Les troupes s'effiloquent à l'Union du peuple gabonais (UPG). Les départs des cadres semblent ne plus s'arrêter.

QUE se passe-t-il à l'Union du peuple gabonais (UPG) ? En tout cas, depuis quelque temps, la sérénité ne semble plus être de mise au parti dirigé par Mathieu Mboumba Nziengui. Tant de nombreux militants mettent ouvertement en cause son leadership, quand d'autres fustigent son ostracisme, ou préférèrent quitter le navire de peur de couler avec. La démission, hier, des rangs de l'UPG, du secrétaire politique adjoint à la Communication au secrétariat exécutif, Jean-

Photo : Adjaf Nioufoume



Le désormais ancien secrétaire politique adjoint de la Communication de l'UPG, Jean-Corneille Mangoungou.

Corneille Mangoungou, vient mettre quelque part en lumière l'ampleur du mal qui ronge cette formation politique. D'autant plus que, au nombre de griefs formulés par ce journaliste de formation, pour justifier son départ, figurent notamment : "le non-

respect des textes par la hiérarchie du parti, les menaces en tous genres proférées aux cadres ayant appartenu au cabinet du ministre délégué à la Culture, Jean-Olivier Koumba Mboumba, le manque de volonté des responsables à faire en sorte que l'UPG re-



Le secrétaire exécutif de l'UPG, Mathieu Mboumba Nziengui.

naisse de ses cendres". Bref, a-t-il laissé entendre, "un ensemble de maux qui constituent non seulement un obstacle pour l'avenir du parti, mais aussi pour l'ensemble des cadres chargés de son animation au quotidien".

A quelques mois des Légis-

latives, cette nouvelle démission tombe au plus mal pour l'UPG. D'autant que Jean-Corneille Mangoungou peut se prévaloir d'une certaine popularité dans le département de l'Abanga-Bigne dans la province du Moyen-Ogooué. Ce qui lui avait permis, on s'en souvient, en 2011, de croiser le fer avec l'ancien ministre de la Communication, Paul Ndong Nguema, lors du renouvellement des sièges à l'Assemblée nationale. A ce titre, il ne masque d'ailleurs pas son ambition de solliciter à nouveau les suffrages des populations du 2e siège du département de l'Abanga-Bigne, en avril prochain.

Quoiqu'il en soit, ce nouveau départ semble fragiliser davantage la position du premier responsable de l'UPG. Car, on se souvient que le mois dernier, la

commission d'Éthique de l'UPG avait clairement relevé que la décision de Mathieu Mboumba Nziengui portant nomination d'un nouveau secrétaire général "était entachée de nombreuses irrégularités, au regard des statuts et règlement intérieur de leur parti".

Ailleurs, avancent de nombreux militants, il aurait dû tirer toutes les conséquences politiques de cet avis de la commission d'Éthique. Apparemment, disent-ils, leur leader semble plus préoccupé à détruire tous ceux qui, dans leurs rangs, pourraient lui faire de l'ombre. En particulier, selon eux, l'ancien membre du gouvernement Jean-Olivier Koumba Mboumba. Autant de maux dénoncés, hier, par Jean-Corneille Mangoungou. "Comme en 2011, la formation politique de l'ancien ministre d'État à l'Agriculture pourrait faire piètre figure en avril prochain. D'autant que, jusqu'à présent, aucune action sur le terrain n'est entreprise. En réalité, Mathieu Mboumba Nziengui s'attelle à isoler M. Koumba Mboumba, qu'il soupçonne de vouloir lui ravir la vedette", a-t-il lancé.

C'est à croire que Mathieu Mboumba Nziengui ne semble pas avoir pris réellement la mesure de la crise qui ronge l'UPG.

Centre des libéraux réformateurs (CLR)

Les jeunes woleu-ntemois appelés à adhérer à la vision du parti

GM

Oyem/Gabon

RÉUNIS dernièrement en conférence de presse dans un hôtel d'Oyem, dans la province du Woleu-Ntem, les représentants de la jeunesse "célériste" des cantons Nye et Mveze, Brillant Obame Nang et Joashim Ebang Ndong, en présence du coordinateur communal à Oyem, Bonaventure Be Obame Minang, ont invité les jeunes du Septentrion à adhérer à la vision du président du Centre des libéraux réformateurs (CLR), Jean-Boniface Assélé.

Photo : D.R



Les conférenciers au tour du coordinateur communal du CLR à Oyem, Bonaventure Be Obame Minang.

Non sans reconnaître que ces derniers temps, ledit parti a connu un véritable recul du fait de la non-im-

plication de ses cadres dans la bataille du terrain dans cette partie du Gabon. Toute chose qui pourrait,

selon les conférenciers, être rattrapée avec l'arrivée de nouveaux militants. D'autant plus que, ont soutenu les orateurs, ce parti de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence entend redorer son blason en dominant les prochaines échéances électorales. Comme quoi, par cet échange avec la presse locale, le CLR lance ses activités dans le Woleu-Ntem. Des activités auxquelles ses responsables dans ladite province entendent donner une nouvelle dynamique, conformément à la volonté de la hiérarchie du parti. Le tout, manifestement, dans la perspective des Législatives à venir.

Rectificatif

UNE erreur s'est malencontreusement glissée, dans l'Union du mardi 12 décembre 2017, en page 2, sur le nom du nouveau secrétaire national du PDG chargé du Suivi-Evaluation, de la Mise en œuvre du Plan stratégique Gabon émergent (PSGE), et de l'Animation politique dans la province de l'Ogooué-Ivindo. Il fallait plutôt lire Ibinga Jean Gilbert. Toutes nos excuses à l'intéressé et à nos lecteurs.